

U.S.T.L.

NOTE de SYNTHESE

Laïcité, religions, communautarismes

A partir des citations réunies dans le document joint, bâtir une réflexion de synthèse sur la base de *confrontations en règle* des jugements proposés.

NB :

les citations réunies ici sont, la plupart du temps, dépourvues de sources et de références (afin d'éviter un repli trop facilement conditionné vers l'argument d'autorité : un débat bien mené se fonde sur des arguments, et non pas sur des cartes de visite)

Pour les identifier en les citant (en tout ou en partie), il suffira de rappeler leur numéro. Globalement, elles émanent d'historiens, de journalistes, de sociologues, de politologues, de linguistes, de théologiens, de psychologues, de philosophes, de démographes, de géographes.

Laïcité, religions, communautarismes

-1-

Le monde dans lequel nous vivons, partout sur la planète, est marqué aujourd'hui par un retour en force des communautarismes les plus divers, conditionné par une précarité croissante issue du modèle dominant de l'économie de marché, de libre-échange, et de financiarisation de l'économie.

Après tout, se reconnaître “entre soi” et par opposition “aux autres” est une stratégie courante face aux risques croissants d'une vie quotidienne rendue de plus en plus difficile.

Souvent aussi, c'est autour des religions que se cristallisent les sentiments d'appartenance communautaires.

La situation de crise vécue avec intensité permet de comprendre avec quelle flamme se manifestent les engagements militants dans les organisations communautaristes ; elle doit conduire aussi à s'interroger sur le bien-fondé de ces engagements : il est fréquent, dans l'urgence des préoccupations qu'on éprouve, qu'on ne garde pas assez la tête froide, et qu'on trouve, à de bonnes questions initiales, des réponses contestables, dangereuses, voire contre-productives.

-2-

Le mot “laïcité” a été construit à partir du grec “laos” (λαος) signifiant “le peuple”.

Ce terme “laos” prend sens, dès le monde grec ancien, à partir de deux oppositions majeures :

1) C'est d'abord l'opposition entre “laos” et “demos”, deux termes qui désignent “le peuple”, mais pas de la même manière. Tandis que “demos” désigne seulement l'ensemble des citoyens nantis d'un droit de vote dans la cité, “laos” désigne le peuple tout entier. Dans l'opposition “laos/demos”, le second élément est un sous-ensemble vraiment minoritaire du premier ; il en ira de même, avec un rapport encore plus écrasant, pour l'opposition “laos/klerikoi” qu'on présentera plus loin.

Dans l'Athènes démocratique antique, le “laos” pouvait être estimé autour de 15000 personnes. Le “demos” au contraire ne comptait que quelque 3000 citoyens électeurs, à l'exclusion des femmes, des esclaves, des métèques (c'est-à-dire de tous ceux, jugés étrangers, “à l'écart de la maison” [c'est le sens de l'expression grecque dont on a fait “métèque”], qui peuplaient la ville et produisaient une grande part des richesses).

2) La deuxième opposition met en jeu le “laos” et les “klerikoi”, en français “le peuple” et “les clercs”. Il s'agit cette fois de distinguer et d'opposer le peuple dans son ensemble d'un côté, et la minorité des clercs, des prêtres ou des experts de l'autre.

L'enjeu de cette opposition est évidemment un enjeu de pouvoir.

D'une part, le peuple est soucieux de ne pas être totalement dépossédé de ses droits à disposer (un peu) de lui-même. Certes, la notion de *souveraineté populaire* est très récente dans l'histoire, mais on s'inquiète dès l'Antiquité grecque d'“être gouverné démocratiquement” (c'est le sens du verbe grec ancien “laokrateomai”, attesté notamment dès le début du III^e siècle av-JC).

D'autre part, les aristocraties de prêtres et d'experts en tout genre, en concurrence avec les aristocraties guerrières, ont toujours eu à cœur de réussir à s'imposer, à confisquer les pouvoirs de décision pour régir la vie publique et leurs intérêts propres en neutralisant tout contrôle de la collectivité et en se substituant aux peuples – ces peuples qui n'ont su que très tardivement, dans l'histoire, faire émerger l'idée démocratique de souveraineté des peuples, du peuple, de l'ensemble du

peuple.

Le sens du combat laïc, aujourd'hui encore, hérite de cette histoire : c'est un combat démocratique des peuples tout entiers pour que la souveraineté populaire qu'ils détiennent ne soit pas bafouée par des oligarchies de toute sorte, religieuses ou économiques ou militaires selon les époques, mais, dans tous les cas, politiques. C'est un combat contre les élites cléricales de toutes natures pour les empêcher de confisquer à la fois les centres de décision, les lieux de parole et de débat publics.

-3-

En France, historiquement, le combat a été rude entre les autorités de l'Eglise catholique, religion d'Etat jusqu'en 1905, et les libres penseurs laïcs et libertins qui revendiquaient l'indépendance de la pensée comme un bien essentiel. Le pouvoir de l'Eglise, secondé par les forces policières de la France d'Ancien régime, s'est exercé de manière plus que pesante à l'égard de tous ceux qui voulaient échapper un peu à l'emprise cléricale.

Les mêmes tendances ont habité aussi le monde arabo-musulman et la Chine notamment, avec les mêmes conséquences répressives féroces à l'égard de ceux qui prétendaient s'affranchir de l'emprise des prêtres et se réclamaient d'une liberté et d'une dignité que nulle autorité, religieuse ou politique, n'était disposée à leur reconnaître.

-4-

Les luttes laïques s'en prennent non pas fondamentalement aux religions, aux spiritualités, mais bien plutôt au *cléricalisme* : à la volonté des prêtres, dans toutes les religions et toutes les tendances, de confisquer le plus grand nombre de pouvoirs dans la société, d'en conquérir de nouveaux, ou tout au moins de s'attacher à préserver farouchement ceux qu'ils détiennent encore.

La laïcité est une tradition de lutte **contre les religions d'Etat**, c'est-à-dire les religions qui veulent imposer leur prééminence dans une société, contre les autres instances de pouvoir et d'autorité, contre les autres religions aussi, qu'on déclarera alors minoritaires ou "tolérées".

En ce sens, la laïcité est la condition expressément requise pour permettre vraiment à chacun une liberté religieuse, pour **toutes** les religions à égalité, de même que pour les athées et les agnostiques.

-5-

Les prêtres étant, de longue date, et par formation, des experts dans le maniement du discours et des instruments de communication, ils savent jouer avec raffinement sur les manières de s'insinuer avec efficacité dans les lieux et les "niches" que les sociétés leur laissent.

Ils savent jouer notamment de la "thèse" et de l'"hypothèse" : dans le jargon ecclésiastique, *l'hypothèse* désigne les positions de repli dont on doit stratégiquement se contenter quand les conditions historiques ne sont pas favorables ; la *thèse* au contraire désigne les positions radicales que l'Eglise peut imposer quand elle est en situation de force dans une société ; la dialectique entre ces deux pôles fait que, en toute état de cause, on ne renonce jamais aux objectifs radicaux (on dirait volontiers, aujourd'hui, fondamentalistes ou intégristes), même si l'on estime temporairement nécessaire de les atténuer un peu au niveau des apparences. Et l'Eglise catholique n'a évidemment pas le monopole de cette pratique.

L'historien René Rémond, au terme d'une étude monumentale sur la vie politique et religieuse en France au XX^e siècle, écrivait : "L'anticléricalisme durera aussi longtemps que le cléricalisme". (traduisons : certains voudront "bouffer du curé" aussi longtemps que d'autres, notamment dans les hiérarchies religieuses, voudront que les grands prêtres confisquent le pouvoir).

La seule parade ferme mais *sereine* qu'on puisse trouver à cette volonté d'emprise permanente, et toujours sous-jacente de la part des autorités religieuses (surtout quand elles n'hésitent pas à instrumentaliser le discours religieux à des fins politiques), est, à travers la **loi** et la **Constitution**, la séparation du spirituel et du temporel, la séparation de l'Eglise et de l'Etat, la séparation de la vie privée et de la sphère publique, la séparation du religieux et du politique.

-6-

“ Quand le droit à la différence aboutit à la différence de droits, rappelait utilement un philosophe (Luc Ferry), c'est la fin de la démocratie. ”

Chacun est libre, dans une république laïque, de pratiquer une religion ou une autre, ou de ne pas en pratiquer, ou d'en changer (dans les deux sens : conversion et apostasie), de s'en éloigner ou d'y revenir, sans que cela constitue jamais un crime quelconque que la société doive punir.

Adopter une religion, c'est décider de s'engager à se reconnaître des *devoirs* supplémentaires (c'est-à-dire renoncer à des pratiques que la loi autorise, ou placer la barre plus haut quant à la manière de satisfaire à telle règle de conduite sociale ou morale) , *ce n'est jamais s'arroger des droits spéciaux*.

Quand adopter une religion consiste à se garantir des privilèges, on est près de trahir à la fois la société et la religion (même si l'on se donne volontiers bonne conscience sur ce dernier point, avec une complaisance souvent renforcée). Quand ce qui devrait relier les hommes entre eux et avec Dieu conduit à des antagonismes hystériques, à des massacres et à des persécutions, c'est manifestement qu'on est dans l'erreur, dans l'égarement qui mérite la colère de Dieu (comme le rappelle la *fatihat*, la première sourate du Coran, la prière qu'il est recommandé aux musulmans pratiquants de réciter cinq fois par jour).

Alors seulement, quand on veille à ne pas céder à la facilité et à la complaisance, la religion privée et l'esprit civique laïc et républicain s'harmonisent parfaitement, en sachant comment régler sans violences inutiles les conflits mineurs qui pourraient survenir.

-7-

On assiste volontiers, à notre époque, à la ringardisation systématique, chez les idéologues officiels, des idéaux concernant la souveraineté populaire et la laïcité. On parle de “ laïcards ”, de “ populistes ”, et l'adjectif “ souverainiste ” est devenu une injure.

Ces pratiques accompagnent parfaitement un temps où l'évolution de nos vieilles démocraties, en Europe et ailleurs, conduit à des dérives oligarchiques de plus en plus préoccupantes, où la confiscation des pouvoirs est monnaie courante, où l'exercice de la citoyenneté est constamment compromis par la mainmise d'instances économiques et financières sur la vie de la planète entière.

Face à une existence de plus en plus précaire conditionnée par l'évolution des institutions (les parents dans les années 50 pouvaient espérer que leurs enfants se débrouilleraient mieux qu'eux dans la vie ; il en va tout autrement aujourd'hui), et face à des offensives multiples contre toutes les structures sociales représentatives, porteuses de solidarité et de légitimité politique, (avec le corollaire sociétal de ces offensives : la montée d'un individualisme de plus en plus forcené), les replis communautaristes et les engouements pour l'irrationnel connaissent un franc succès.

Mais ce recours n'est qu'une *conséquence* et un *symptôme* du mal que l'on vit, ce n'est en aucun cas un *remède*. Le remède véritable est ailleurs : dans la reconquête d'une véritable citoyenneté qui transcende les communautarismes, dans l'engagement commun dans des projets collectifs visant à l'intérêt général élaboré et reconnu par tous, étape après étape, dans une reconquête collective de la souveraineté politique des citoyens, par-delà les individualismes qui conditionnent en fait la faiblesse, la vulnérabilité et finalement la soumission des peuples face aux oligarques qui les maîtrisent.

-8-

Quand des démocrates laïcs français ont voulu qu'une loi soit promulguée contre les signes religieux ostensibles dans les institutions publiques (et là seulement, d'ailleurs), des manifestations se sont organisées, en France et dans divers Etats islamiques, ainsi qu'aux Etats-Unis, contre de telles prétentions complaisamment jugées impies, islamophobes et incompatibles avec le respect dû aux communautés religieuses.

En revanche, les démocrates algériens ont applaudi au projet de loi français sur le port du *hijab* et des autres signes religieux : ils ont appris dans leur chair ce que signifie la montée au pouvoir d'extrémistes qui prétendent arguer du religieux pour asseoir leur autorité politique, en jouant systématiquement sur la terreur des attentats (viols et massacres), sur la terreur idéologique de la culpabilisation, de même que sur la complaisance à requalifier le crime en acte saint pourvu qu'il soit dans la logique de la propagande – une logique perverse propre à séduire et à endoctriner de pauvres gens écrasés d'humiliations, de frustrations et de culpabilisations.

On a connu dans l'histoire récente maints exemples de pratiques semblables, au nom d'autres religions comme le communisme ou l'anticommunisme, selon le cas. On avait connu antérieurement ces conversions hystériques étayées sur la religion plusieurs fois dans l'histoire, dans le monde juif entre le III^e s av JC et le I^{er} s ap JC, dans le monde chrétien entre le XIII^e et le XVIII^e s (avec l'Inquisition et les Guerres de religions notamment). L'islam, la plus récente, donc aussi la plus jeune des trois religions monothéistes, connaît à notre époque cette même crise d'adolescence.

Les démocrates musulmans des pays islamiques sont les premières victimes des exactions des “fondamentalistes” ou des “talebân” (soi-disant étudiants en théologie) qui n'ont souvent de religieux que le nom, et ne deviennent des maîtres à penser que pour des esprits faibles et naïfs peu aguerris à la réflexion critique – ce qu'on ne saurait d'ailleurs leur reprocher vraiment, vu le sous-développement intellectuel dans lequel on les a confinés en ce qui concerne les modalités de la pensée critique, et l'insistance lourde sur les pratiques de mémorisation avant tout.

-9-

Dans les débats (bien relayés par les médias) qui ont opposé des musulmans & des laïcs à propos de la loi en discussion ces derniers mois, un seul point précis révèle en réalité une opposition irréductible :

- Pour un musulman fondamentaliste, qui prétend tenter d'incarner un modèle de musulman, l'islam est **LA** religion unique et suprême, celle à laquelle il faudra finir par convertir tous les humains, par tous les moyens, non seulement ceux du prosélytisme religieux, mais aussi ceux de l'action politique (dans l'histoire, l'instauration de deux impôts séparés, la *zakat* pour les musulmans, la *dimmat* pour les non-musulmans tolérés, en est un exemple : on peut aussi conditionner des conversions à partir de pressions fiscales ; les chrétiens n'ont pas renoncé non plus, notamment en Amérique latine, aux conversions forcées par les armes - le problème concerne ici les religions en général, ou plus exactement les cléricatismes et les instrumentalisations des religions, et non pas l'islam en particulier, qui n'est pas une exception).
- Pour un laïc, au contraire, l'islam est une religion **comme une autre, parmi d'autres** qui ont tout autant droit de cité que l'islam, celles-ci englobant, si l'on peut dire, l'absence ou le refus d'une religion. Et toute exclusive revendiquée par une religion est à ses yeux forcément abusive, car elle compromet la capacité qu'ont les différentes communautés religieuses à vivre ensemble pacifiquement et harmonieusement, à travers des *échanges enrichissants* pour tous, dans le refus militant de tout ghetto pour qui que ce soit, dans le *choix radical de la mixité et du pluralisme en toutes choses*.

Les autres religions, implantées antérieurement en France, ont dû accepter elles aussi ce compromis – et non sans

mal d'ailleurs -, pour devenir compatibles avec la légalité laïque et républicaine de nos institutions. Les autorités de ces autres religions (chrétiennes et juives) conservent malgré tout la nostalgie des temps anciens, où leur prérogatives étaient plus étendues, et ne manquent pas, à ce titre, de faire preuve de solidarité avec les toutes nouvelles et plutôt turbulentes institutions musulmanes ; faire front commun peut toujours être une stratégie payante.

Dans le monde chrétien toutefois, l'esprit laïc s'est imposé ouvertement avec profit y compris dans des cercles où on ne l'aurait peut-être pas soupçonné spontanément : ainsi, lors des Journées mondiales de la jeunesse ((JMJ), les jeunes rassemblés autour du Pape, et jouissant de la chaleur humaine d'un rassemblement au nom d'une foi commune, ont plus d'une fois proclamé devant des journalistes combien ils suivaient peu les recommandations de l'Eglise en matière de sexualité notamment. Certes, l'autorité religieuse a le droit de proclamer sa vérité, mais chaque *citoyen* est libre d'en faire état à son gré, quitte à infléchir sa position au cours de sa vie. C'est cette souplesse que permet l'esprit laïc, dans l'exercice des prérogatives de la citoyenneté, dans le respect des convictions privées de chacun à travers les doutes et les remises en cause de son existence.

-10-

Ceux qui prétendent que les régimes “ traditionnels ” ne sont pas autoritaires sont le plus souvent ceux qui *exercent* l'autorité, et non pas ceux qui la subissent, et qui sont d'un tout autre avis, car ils vivent au quotidien les oppressions qu'on leur impose.

Prétendre cela, pour les pouvoirs en place qui arguent de leur fidélité à la religion et à la tradition, est une stratégie (plus ou moins consciente) pour nier le caractère coercitif de la domination qu'ils exercent.

Traiter une religion comme une *langue de bois* (c'est-à-dire comme un beau discours développé et instrumentalisé pour masquer des réalités sordides), c'est un blasphème auquel les croyants doivent prendre garde. Mais seule une réflexion libre et laïque peut permettre d'en prendre conscience.

-11-

On peut être chrétien (catholique, protestant, ...) et laïc, on peut être juif et laïc, on peut être musulman (sunnite ou chi'ite) et laïc, on peut être athée ou agnostique, et laïc. On peut se réclamer de n'importe quelle religion, ou d'aucune, et être de parfaits citoyens, c'est-à-dire des citoyens pleinement porteurs des prérogatives de la citoyenneté, *grâce à* la laïcité.

Au contraire, choisir de ne pas être laïc, c'est courir le risque de ne plus être citoyen, de (re)devenir un simple sujet soumis aux oukazes, aux Diktats, aux décrets ou aux *fatawat* des autorités, des minorités agissantes assez habiles pour imposer leur pouvoir à la majorité du peuple, du “ laos ”.

Et dans l'histoire, après tout, tout peuple mérite le régime politique qu'il tolère, et la force du pouvoir abusif qu'il estime subir est d'abord le fait de sa propre faiblesse, de son propre défaitisme, de son propre renoncement aux instruments (droit, Etat, laïcité, politique) qui assureraient sa défense.